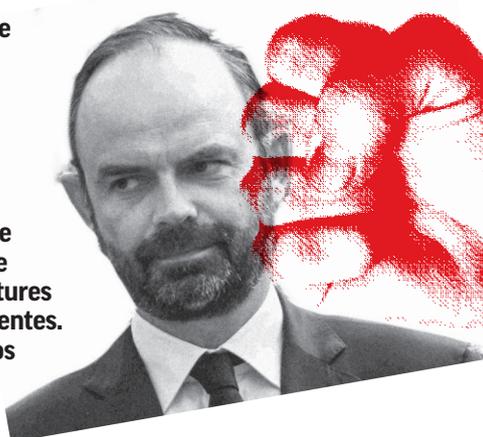


POUR NOS RETRAITES, LE 17 DÉCEMBRE TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE !

Droit dans ses bottes, le premier Ministre a confirmé la trajectoire de sa réforme qui satisfait pleinement le patronat : il faudra travailler toujours plus longtemps pour moins de retraite ! Au-delà de l'injure faite au Conseil National de la Résistance et à la mise en place de notre système de protection sociale basée sur la solidarité et la justice sociale, Édouard Philippe part du principe répandu chez les libéraux que les futures générations devront moins bien vivre que les précédentes. Lui et ses ministres nous demandent d'expliquer à nos enfants et aux nouvelles générations que nous sommes prêts à les sacrifier pour que les dividendes touchés par les ultra-riches continuent d'exploser. Faisant une entorse à l'accord pris avec les syndicats « collaborationniste-réformistes », le premier Ministre annonce dès à présent le futur point d'équilibre des comptes « retraite » définis par le MEDEF, ça sera 64 ans au lieu de 62 précédemment. Ce qui a fâché ces syndicats, CFTD en tête, c'est que cette annonce devait être faite beaucoup plus tard, c'était oublié le « en même temps » cher à notre président. Logique quand la cour des comptes indique en octobre 2019 que le nombre de privés d'emplois de plus de 50 ans a été multiplié par 3 pour atteindre la barre des 916 000 à pôle emploi, quand le taux des 60-64 ans au RSA a bondi de 157% durant la dernière décennie. Au total, la hausse du nombre de chômeurs et de pauvres liée au recul de l'âge du départ à la retraite à 62 ans aboutit à une dépense supplémentaire de 1,5 milliard d'euros en allocations chômage et minimas sociaux. Rappelons-nous que le passage à 62 ans avait été validé par les fameux syndicats « réformistes », les mêmes qui accompagnent le gouvernement actuel dans sa réforme de casse de notre retraite ! Les femmes sont encore plus perdantes demain qu'aujourd'hui. Les pensions de réversion ne seraient payées qu'au moment des retraites, 64 ans, alors qu'elles sont accessibles à 55 ans aujourd'hui. Les majorations de 8 trimestres par enfant remplacées par une bonification de 5%, les projections démontrent que la quasi-totalité des femmes y perdent. Mais surtout le gouvernement ne veut pas s'attaquer au problème de fond, la différence de salaire entre les femmes et les hommes, les phénomènes de plafond de verre, en un mot la discrimination d'un genre par rapport à l'autre. Un petit rappel, si les pensions des femmes sont inférieures de près de 50% à celles des hommes, on le doit aussi aux lois Balladur, Fillon et Sarkozy sur les retraites. Le régime universel prôné par le gouvernement des ultra-riches, le patronat et ses officines les syndicats



APPAREMMENT COMME
LE MESSAGE A DU MAL
A PASSER, ON REPÈTE :

TOUCHE PAS
À MA RETRAITE!

collaborationnistes dénommés pudiquement « réformateurs » n'a qu'un but : en finir avec les régimes spéciaux liés à des pénibilités de travail de certaines catégories de salariés pour aligner tout le monde vers le moins-disant socialement. Personne n'est dupe de la teneur de cette casse de notre protection sociale. Chaque salarié a fait ses comptes et sait quel que soit son âge, sa situation professionnelle, sa catégorie sociale, sa situation familiale : Nous sommes tous perdants ! Oui, il y aura des vainqueurs si cette réforme doit voir le jour : les fonds de pension et le premier d'entre eux BlackRock, fond américain qui fait l'objet d'enquêtes et d'inquiétudes des autorités financières, conseiller spécial de Macron cet été sur le montage du dossier retraite ! Mais aussi le patronat qui voit les exonérations de paiement de nos cotisations sociales se prolonger (80 milliards soit 6 fois le montant du supposé déficit annoncé par le COR pour 2025). CRS, policiers, gendarmes et militaires sont les seuls à voir leur régime spécial pérennisé. Pour cause, l'État en a absolument besoin pour réprimer la contestation sociale qui ne cesse d'enfler, pour tenter de briser la mobilisation sociale dont la côte de popularité augmente. Pour de meilleures retraites, pour l'amélioration du régime par répartition mis en place par le CNR, il n'y a pas d'autres solutions que de se mobiliser, de se mettre en grève pour aller manifester et occuper les entreprises. Alors le 17 décembre, soyons encore plus nombreux que le 5 décembre et décidons en AG dans tous les ateliers, services, établissements et entreprises des modalités d'arrêts de travail reconductibles, d'actions de blocage de l'économie.

**JEUNES, ÉTUDIANTS, SALARIÉS, TRAVAILLEURS
INDÉPENDANTS, RETRAITÉS LE 17 DÉCEMBRE POUR
NOS RETRAITES ET NOTRE DROIT À VIVRE DIGNEMENT,
C'EST DANS LA RUE QUE ÇA SE PASSE ! •**